

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **JUST-A-2** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Dirk Staudenmayer**  [**Dirk.Staudenmayer@ec.europa.eu**](mailto:Dirk.Staudenmayer@ec.europa.eu)  **+32 2 295 45 522**  **3ème trimestre 2022[[1]](#footnote-1)**  **1 an1**  **☒** **Bruxelles** □ **Luxembourg** □ A**utre: ……………..** |
|  | □**Avec indemnités ☒**  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  **☒    aux pays AELE suivants :**  **☒ Islande ☒ Liechtenstein ☒ Norvège ☒ Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

L’unité A2 est l’unité Droit des contrats de la DG Justice et Consommateurs. Nos activités participent aux priorités de la Commission en matière de transition verte et numérique. Nous élaborons le cadre du droit privé pour la transition vers l’économie numérique. Nous préparons une proposition législative sur la responsabilité civile dans le domaine de l’intelligence artificielle et, avec une autre DG, une proposition législative sur les contrats de données et sur un droit d’accès aux données. Nous travaillons également sur les contrats « intelligents » dans la technologie « blockchain », sur les contrats de consommation et les contrats commerciaux entre machines dotées d’intelligence artificielle et sur les contrats d’informatique en nuage (cloud). Par ailleurs, nous préparons une ou plusieurs initiatives législatives comme contribution à la transition verte en droit des contrats de consommation, en adaptant la directive sur la vente de biens à une consommation soutenable et au droit du consommateur de demander la réparation du produit. Nous assistons les Etats membres dans leur transposition des directives sur les contrats numériques et préparons l’évaluation de ces directives par la Commission.

Nous souhaitons être informés et tenir compte des besoins évolutifs des parties prenantes de l’économie numérique et rester ouverts aux développements technologiques.

Une affectation dans notre équipe vous offrira l’opportunité de vous impliquer dans le développement d’initiatives de droit privé de l’UE comme contribution à la transition vers l’économie numérique et au Pacte vert européen. En fonction de votre expérience, expertise et de vos intérêts de recherche, vous pourrez travailler sur des questions juridiques et politiques intéressantes, telles que l’attribution de responsabilité pour les dommages causés par des produits et services dotés d’intelligence artificielle, un droit du consommateur à demander la réparation du produit, ou le traitement juridique et l’utilisation transfrontiére des contrats «intelligents» dans la technologie « blockchain » ou des contrats entre machines dotées d’intelligence artificielle.

Comme le travail de l’unité est organisé en équipes, vous serez amené(e) à travailler dans plusieurs équipes. Vous pourrez travailler aux études d’impact de la Commission ou sur les propositions législatives, les documents de politique, les études préparatoires ou les consultations publiques. Notre unité couvre différents projets à diverses étapes du cycle politique; par conséquent vous aurez la possibilité de participer à un nouveau projet politique, aux travaux préparatoires d’une nouvelle initiative, créer les conditions d’une rencontre avec les parties prenantes, rédiger la législation, assister les fonctionnaires de la Commission dans les réunions au Conseil et au Parlement européen, ou travailler sur la mise en oeuvre de la législation dans les Etats membres.

Vous participerez à la conception de projets politiques et contribuerez au processus décisionnel. Pour ce faire, vous maintiendrez des contacts réguliers avec les parties prenantes, les représentants des Etats membres et du Parlement européen, tout en assurant la coordination avec les autres collègues de la DG et d’autres services de la Commission.

Nous recherchons un(e) collègue dynamique et motivé(e), ayant de l’intérêt pour ou de l’expérience dans la conception et le développement de politiques en matière de droit des contrats, de nouvelles technologies, d’économie des données et de soutenabilité.

Elle/il sera capable de travailler de manière indépendante, mais compte tenu de l’organisation de l’unité, d’avoir l’esprit d’équipe et d’apprécier le partage des responsabilités. Les candidats doivent posséder d’excellentes capacités d’organisation et l’aptitude à produire des résultats de haut niveau.

Il/elle fait preuve de maîtrise, d’esprit d’initiative et de créativité dans son travail pour trouver et proposer des options politiques innovantes. Il est essentiel que le/la candidate(e) puisse rédiger et communiquer à un haut niveau d’anglais.

Il/elle est très intéressé(e) à travailler sur les questions numériques, est capable de reconnaître et d’analyser les tendances des nouvelles technologies et les pratiques commerciales dans l’économie numérique et la transition verte, d’évaluer leurs implications en termes de politique et d’adaptations législatives, et de développer des initiatives nouvelles qui répondent à ces objectifs.

Une formation/expérience en matière économique ou juridique serait un avantage pour le/la candidat(e). Il/elle doit être capable d’appréhender les conséquences sur les entreprises, le marché et l’économie en général des questions politiques et/ou juridiques. Une expérience des politiques numériques et technologiques, des questions législatives ou dans la préparation d’une évaluation/ étude d’impact serait un plus.

Elle/il possède de grandes capacités analytiques et rédactionnelles et un rapport au travail orienté sur les résultats. Il/elle a de bonnes qualités de communication et l’aptitude à présenter aux parties prenantes les politiques de la Commission dans un langage clair et convaincant.

La DG JUST applique une politique d’égalité des chances et offre un environnement de travail flexible et hybride. Nous sommes attachés aux valeurs telles que la confiance, le travail en équipe, l’équité et un bon équilibre vie privée/ vie professionnelle.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : droit, UE et politiques (général), économie.

Expérience professionnelle

Le/la candidat(e) retenu(e) aura :

• de bonnes qualités de communication et négociation – il importe d’être capable de présenter les politiques de la Commission à des parties prenantes expérimentées (Etats membres, organisations de l’industrie, du commerce de détail, des consommateurs, des milieux académiques et des praticiens du droit) ;

• de très bonnes aptitudes au travail en équipe ;

• Il/elle sera proactif(ve) et dynamique, avec de solides qualités d’analyse et de rédaction et une attitude continue et précise au travail.

Un avantage important pour le/la candidat(e) serait de posséder :

• une expérience professionnelle et/ou des connaissances en matière de conception ou de mise en œuvre des politiques/ législations dans les domaines du droit européen/ national des contrats, des nouvelles technologies, de l’économie des données et de la soutenabilité, par exemple dans la rédaction de documents ou de la législation dans ces domaines ;

• un jugement politique sûr ;

• une expérience pratique des tâches d’évaluation/ études d’impact législatives et/ou ;

• une bonne compréhension des questions économiques et statistiques.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Le/la candidat(e) retenu(e) utilisera l’anglais avec facilité.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B1@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B1@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)